

Print

## Est-ce que l'économie grecque est stupide ?

De [Pierre Van Grunderbeek](#)

Global Research, avril 27, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/est-ce-que-leconomie-grecque-est-stupide/5445435>



Est-ce que parler de l'économie grecque est stupide ? Est-ce quelque chose qui ne nous concerne pas ? Est-ce un sujet qui doit être laissé à l'unique évaluation d'une troïka formée de la Commission européenne (CE), de la Banque centrale européenne (BCE) et du Fond monétaire international FMI) ? N'y a-t-il pas des valeurs qui priment sur l'économie néo-libérale ?

Pour bien cadrer le sujet, commençons par quelques statistiques chocs de l'année 2014 en Grèce.

- 1.000.000 de perte d'emploi.
- 30 % d'entreprise fermées.
- 38 % de baisse des salaires.
- 25 % de baisse de PIB.
- 30 % de baisse des revenus des ménages.
- 42,8 % d'augmentation de la mortalité infantine.
- 190,5 % d'augmentation du chômage.
- 272,7 % d'augmentation du taux de dépression.
- 35,5 % d'augmentation de la dette publique.
- 84,3 % de réduction dans les activités de construction.
- 98,2 % d'augmentation du taux de pauvreté.
- 2 personnes se suicident chaque jour pour des raisons économiques.

[1]

Il faut ajouter qu'en 2008, au début de la crise, le salaire moyen grec était largement inférieur à celui de la France ou de l'Allemagne alors que le coût de la vie dans les grandes villes était sensiblement le même.

Est-ce tolérable en Europe, en Europe dite « exemple de développement et se proclamant parangon de vertu universelle » ?

### 2001. Tout a commencé avec l'euro.

La Grèce rejoignit la zone euro en 2001, deux ans après sa création, sous le gouvernement socialiste de Costas Simitis. À l'époque, ce fut considéré comme un grand succès pour la démocratie. Pour des raisons symboliques, la Grèce, le pays dont la capitale avait vu naître la première démocratie il y a 2500 ans, ne pouvait rester écartée du noyau européen. L'ex-président Giscard d'Estaing et la France de Jacques Chirac et de Lionel Jospin firent beaucoup pour que la Grèce fasse partie de la zone euro. Nicolas Sarkozy dira plus tard que ce fut une erreur.

Tout le monde savait que la Grèce ne répondait pas aux critères d'adhésion mais on préféra faire semblant de l'ignorer. La Grèce ne représentait qu'environ 2 % de l'économie européenne [2] et on pensa à l'époque que son intégration à la zone euro serait supportable pour l'Union. Le taux de croissance du pays jusqu'en 2008 faillit donner raison aux optimistes. C'était hélas sans compter sur la crise bancaire de 2008.

Pour présenter un bilan répondant aux critères exigés, la Grèce demanda l'aide de la banque Goldman Sachs en 2000. Moyennant des honoraires de 600 millions d'euros, la banque aida la Grèce à maquiller ses comptes avec comme résultat la situation catastrophique actuelle que tout le monde connaît.

Signalons au passage que la Grèce, le deuxième pays qui reçoit le plus de réfugiés après l'Italie, doit faire face à cette situation et elle attend là aussi vainement une solidarité européenne.

### **L'Allemagne : le côté obscur de la force.**

Nous connaissons tous l'Allemagne de l'après-guerre. Une puissance pacifique [3], une réussite économique de premier plan, le premier contributeur, et de loin, au budget européen ou un pays qui a fait acte de contrition pour sa responsabilité dans les crimes de la Seconde Guerre mondiale mais ce pays a aussi une autre face.

Comme aux États-Unis, les lobbies industriels et d'affaires ont mis la haute main sur la direction politique du pays. Le modèle néo-libéral est leur credo et on sait que ce modèle fait peu de cas du social. Les laissés-pour-compte de la société ne troublent pas le sommeil de ces gens.

L'Allemagne a continuellement besoin de trouver de nouveaux marchés et le retrait de l'Union soviétique de l'Europe centrale ainsi que le démantèlement de la Yougoslavie ont été des opportunités pour étendre l'influence économique de l'Allemagne dans ces directions.

La population allemande est vieillissante et le faible taux de natalité [4] ainsi que les salaires élevés dans le pays obligent l'Allemagne à délocaliser sa production industrielle vers les pays limitrophes dont les coûts de main d'œuvre sont moindres et les conditions de travail moins contraignantes.

Parallèlement, ces pays deviennent aussi des clients de l'Allemagne.

Ce fut le cas de la Grèce depuis son entrée dans l'Union européenne en 1981. La pénétration des produits allemands y est considérable. Il s'agit entre autres de chaînes de distribution alimentaire, de produits industriels (voitures, production mécanique, téléphonie, chimie etc.) et d'armement. [5]

Tout cela est favorisé par des réseaux d'autoroutes souvent partiellement payés par des fonds structurels européens. Au départ de l'Allemagne, elles permettent de rejoindre tout l'est et le sud de l'Europe pour y distribuer leurs produits.

On peut donc dire que l'économie allemande a été la principale bénéficiaire de l'adhésion de la Grèce à l'Europe pendant plus de 25 ans.

L'endettement grec fut encouragé durant toute cette période, cela favorisait la consommation de produits « made in Germany ».

La crise de 2008 mit fin à cette période euphorique. La spéculation bancaire s'attaqua alors à ce maillon faible de l'Europe et les taux d'emprunt grecs devinrent prohibitifs au point de voir l'État grec être incapable de rembourser ses dettes.

Il est immoral que l'Allemagne, le pays qui a le plus bénéficié de la croissance grecque, soit aujourd'hui le pays le plus intransigeant dans une restructuration honnête de la dette grecque.

Une des explications est que des fonds de pension allemands avaient investi dans des banques qui ont spéculé sur la dette grecque. L'effacement partiel de cette dette aurait coûté des milliards d'euros aux banques et donc aux pensionnés allemands.

La dette grecque a aujourd'hui été transférée et elle est principalement détenue par des États

ou des organismes publics européens. Les banques n'en détiennent plus que 19 % mais il y a un problème politique en Allemagne pour parler du réajustement de cette dette.

### **L'austérité comme remède !**

L'austérité, ce remède de rebouteux qui n'engendre que la misère des plus pauvres et aggrave le déficit des États à cause du manque de rentrées fiscales, fut imposée en 2010 par la Troïka pour que la Grèce puisse recevoir des prêts à taux réduits.

Trois ans plus tard, malgré les énormes sacrifices de la population grecque, le taux d'endettement du pays était passé de 148,3 % du PIB à 175,1 %. [6] Il est aujourd'hui de plus de 177 % et atteint la somme astronomique de plus de 315 milliards d'euros ce qui fait que le pays est virtuellement en défaut de paiement.

Les agences de notation étasunienne [7] classent la Grèce en « B- » et même « Caa1 » pour Moody's, c'est-à-dire « très spéculatif » ou « risque élevé » et la Grèce n'arrive toujours pas à emprunter de l'argent sur les marchés monétaires à des taux non prohibitifs.

La Grèce doit donc faire appel à l'aide de l'UE, de la BCE et du FMI pour obtenir des prêts. En contrepartie, ces organisations exigent des plans d'assainissement qui ont un impact désastreux sur la population locale.

### **La Grèce et son armée.**

La Grèce est dotée d'une armée moderne et pléthorique. Le budget militaire est longtemps resté élevé malgré la crise. Il est resté fixé à plus de 4 % du PIB pendant les années 2000 pour descendre ensuite à 3,3 % et finalement à 2,4 % en 2013. La Grèce reste encore le pays européen qui a le budget militaire le plus élevé par rapport à son PIB. Elle se classe aussi 17<sup>me</sup> armée du monde.

La Grèce se sent encore toujours menacée sur son flanc est et ce n'est pas la Russie, avec qui elle a des affinités religieuses et culturelles, qu'elle redoute mais bien la Turquie, en principe un allié au sein de l'OTAN.

Leur contentieux territorial porte surtout sur des îles de la mer Égée. Chypre est aussi un point de tension entre les deux pays. Ses innombrables îles permettent à la Grèce d'avoir une ZEE [8] sur une énorme zone maritime et cela à son importance économique quand on sait qu'elle regorge d'hydrocarbure suivant les dernières études.

La Troïka n'a pas exigé une réduction des dépenses militaires grecques. Assez cyniquement vu que la Grèce est le premier client en armement de l'Allemagne (sous-marins) et le troisième de la France (frégates). Les États-Unis complétant le trio comme important fournisseur d'armes de la Grèce (avions).

Il faut rappeler ici que l'armement est le secteur où la corruption est la plus répandue chez les politiciens européens (et mondiaux) et la Grèce est un bon exemple illustratif.

- Akis Tsochatzopoulos [9], ancien ministre de la défense, est arrêté dans sa luxueuse résidence en 2012. Il est accusé de corruption dans des contrats d'armement, principalement avec l'Allemagne.
- En 2012, le groupe Siemens a trouvé une entente avec le gouvernement grec de l'époque pour mettre fin à un contentieux concernant le versement de millions d'euros de pots-de-vin à des politiciens grecs pour remporter les marchés des télécommunications et des transports. On dit qu'Angela Merkel détiendrait la liste des noms de ces politiciens de toutes tendances politiques et que cela l'a aidé à les contraindre à signer tous les plans de rigueur de ces dernières années.

Tout ceci n'est évidemment que la partie émergée de l'iceberg.

Dans une interview à The Independent Yanis Varoufakis [10] alors encore professeur d'économie à l'université d'Athènes déclarait en 2011 « Alors que les hôpitaux grecs manquent de tout, le seul budget à n'être pas attaqué par l'UE et le FMI est celui des dépenses militaires et lorsque le plan d'austérité touche les crèches, les hôpitaux, mais pas les munitions, on est en droit de se demander jusqu'où peut arriver l'immoralité politique en Europe ? » [11]

Il faut aussi se souvenir qu'un putsch avait renversé le gouvernement grec en 1967 et que la Grèce fut une dictature militaire jusqu'en 1974.

Par les temps qui courent, il ne faut jamais écarter l'idée que l'Histoire ne se répèterait pas, surtout s'il y avait un rapprochement économique et politique avec la Russie de Vladimir Poutine. La flotte russe de la mer Noire bénéficie déjà de facilités pour faire relâche dans des ports grecs (et chypriotes) et cela semble être le maximum que l'OTAN tolèrera.

Rappelons aussi qu'en 1944, les Anglais avaient imposé un gouvernement revenu d'exil à la Grèce dont était écartée la résistance antinazie grecque (EAM) et dont les forces armées (ELAS) dominées par les communistes avaient lutté contre l'occupant nazi pendant toute la guerre. Une brigade anglaise avait à l'époque été ramenée en Grèce pour mater les communistes qui voulaient prendre le pouvoir après le départ des Allemands. Cette répression et la guerre civile qui s'ensuivit fit environ 150.000 morts.

Ceci pour illustrer que l'Occident n'est pas prêt à voir la Grèce changer d'alliance.

### **La victoire de Syriza.**

Syriza est un parti qui réunit la gauche radicale grecque. On pourrait le comparer à l'alliance de gauche de Jean-Luc Mélenchon ou à Die Linke en Allemagne.

C'est le parti vainqueur des élections législatives grecques du 25 janvier 2015. Il a obtenu 36,34 % des voix et, grâce à un bonus de 50 députés, il ne lui a manqué que 2 sièges pour avoir la majorité absolue à la Vouli.

Syriza a choisi de s'allier au parti des Grecs indépendants de Panagiotis Kammenos, un parti politique de droite souverainiste. C'est un peu le mariage de la carpe et du lapin mais cela permet d'écarter de la direction du pays les partis compromis dans la politique d'austérité. Angela Merkel aurait bien voulu voir Syriza faire alliance avec to Potámi, un parti centriste pro-européen mais Aléxis Tsípras n'a pas cédé.

Le programme électoral de Syriza promettait de mettre fin à l'austérité ou d'au moins en corriger les aspects les plus pénibles.

Il est trop tôt pour juger de la volonté du nouveau gouvernement d'aller jusqu'au bout de ses promesses. Les premiers résultats se font attendre mais il faut tenir compte de l'hostilité de l'ensemble des gouvernements de l'Eurogroupe à un parti qui rejette les recommandations de Bruxelles.

Lors de la victoire de Syriza, la presse française s'est une fois de plus distinguée par des propos partisans en ne reconnaissant pas la portée démocratique de ces élections. Comme si les traités européens étaient gravés dans du marbre et qu'on ne pourrait en changer une virgule.

### **La Grèce et les clichés.**

Le manque d'empathie de la plupart des Européens riches que nous sommes pour les Grecs est en grande partie causé par les clichés qui sont véhiculés sous forme d'anecdotes à partir desquelles on tend à généraliser un cas particulier à toute une population.

D'abord, comme l'a rappelé le premier ministre Aléxis Tsípras, les salariés grecs payent leurs impôts. Ils reçoivent des bulletins de salaire comme dans tous les pays d'Europe et ils ne

peuvent éluder l'impôt.

Il y a bien sûr une importante fraude fiscale et une économie parallèle comme dans tout le sud de l'Europe et on peut en parler mais en n'oubliant pas que la corruption au plus haut niveau est générale en Europe. Selon un rapport de l'Union européenne elle-même, la corruption coûterait 120 milliards d'euros chaque année [12].

Mais quand on parle comme Christine Lagarde il y a 2 ans en disant que les Grecs devraient commencer par s'entraider collectivement en payant leurs impôts et qu'elle se disait moins préoccupée par le sort des plus démunis grecs que par celui des enfants d'Afrique, elle n'était pas loin de dire une stupidité.

On ne peut pas demander à ceux qui survivent péniblement avec quelques centaines d'euros par mois de faire encore plus de sacrifices.

Christine Lagarde aurait pu s'en prendre à ceux qui par des moyens d'ingénierie fiscale ou grâce à la fuite des capitaux ne payent quasiment pas d'impôts comme par exemple les armateurs grecs. Elle aurait aussi pu soulever le problème de la riche Église orthodoxe très chiche en matière de paiement d'impôts. De son côté, l'État grec paye les salaires de quelques 11.000 prêtres qui gagnent en moyenne 2.000 euros par mois.

Elle aurait aussi pu parler des professions libérales de la banlieue chic d'Athènes mais généraliser comme elle l'a fait est faire preuve d'un total mépris pour les Grecs.

Yanis Varoufakis, l'actuel ministre des finances, convient que tout est à faire dans le domaine de l'économie parallèle et pour la perception de l'impôt mais pour cela, il faudrait commencer par lui donner les moyens et pour le moment, il ne les a pas.

Je ne citerai qu'un seul exemple de cliché et il est bien connu. J'ai posé la question à un guide culturel local et sa réponse a été suffisamment convaincante pour que je la considère comme vraie.

Quand on circule en Grèce, le regard est attiré par des maisons inachevées. On voit des colonnes avec des fers à béton qui dépassent. On dit que comme il n'y a pas de cadastre en Grèce, ces maisons ne sont pas déclarées occupées et les propriétaires ne paient pas l'impôt foncier.

C'est faux, ils payent l'impôt foncier quand ils occupent une maison même si elle est inachevée. Ils ne le payent bien sûr que partiellement, pas sur la partie non terminée.

Il s'agirait d'une pratique traditionnelle. Les Grecs étaient des marins ou de grands voyageurs et quand ils se mariaient, ils quittaient fréquemment leur épouse pour de longs mois. Le couple habitait alors dans la partie de la maison des parents, souvent un deuxième étage, qui était alors hâtivement achevé. Cela permettait à l'épouse et ses enfants ne pas vivre seuls. La tradition est restée et ce serait la raison de cette pratique de maisons inachevées.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a jamais de fraude mais comme partout, quand un fraudeur se fait prendre, il paie une amende.

## **Conclusion.**

Il n'y aura pas de solution indolore à la crise de la dette grecque. Des taux de croissance à deux chiffres ne sont plus envisageables en Europe et en se coupant du marché russe, on peut même craindre que l'économie européenne stagne pour un long moment.

Le remboursement de la dette grecque est impossible dans les circonstances actuelles. On ne peut demander plus à la population grecque. On peut même dire qu'on doit revenir en arrière et petit à petit supprimer la politique de rigueur mise en place.

Une vente du patrimoine grec que certains évoquent est non seulement un non-sens culturel mais aussi un crime contre le patrimoine et d'ailleurs, cela n'apporterait que peu de bénéfices par rapport à la dette du pays.

Une solution raisonnable serait :

- Un moratoire de 5 à 10 ans sur la dette grecque.
- Un audit sur cette dette et la suppression de sa partie scélérate.
- Un allègement notoire du solde de manière à permettre au pays d'avoir un ballon d'oxygène pour rééquilibrer son budget.
- Le cas échéant, sérieusement envisager un Grexit [13] ou revoir les règles de l'Eurogroupe.

Ces mesures permettraient à la Grèce de relancer ses secteurs économiques forts comme le tourisme, l'agriculture, la pêche ou les activités portuaires.

Elles permettraient aussi de développer de nouveaux potentiels comme les ressources énergétiques récemment découvertes en méditerranée ou le hub gazier pour l'Europe du Sud dans le prolongement de Turkish Stream. Les ports grecs pourraient aussi être une porte d'entrée en Europe pour les marchandises qui viennent par bateau du canal de Suez ou qui transiteront par les futures routes de la soie. Les Chinois ont déjà investi dans le port du Pirée avec les problèmes salariaux qu'on connaît mais en modernisant très fort l'outil.

Je sais que la double circulation de devises n'a pas été une grande réussite dans les pays qui l'ont pratiquée mais, à mon avis, cela mérite d'être tenté malgré les avis négatifs de la plupart des économistes. En parallèle à un moratoire et avec le soutien de l'union européenne, cela permettrait sûrement d'aider le commerce local. Des expériences de monnaies locales [14] ont lieu partout dans le monde, même en Grèce. Il suffit de les élargir au niveau national.

La Grèce détient quelques atouts mais tous nihilistes qui pourraient plonger l'Europe dans l'inconnu. Il s'agit par exemple d'une déclaration de défaut de paiement ou d'une sortie « sauvage » de la zone euro. Il y a aussi la menace de réclamer la dette de guerre que l'Allemagne n'a jamais réglée. D'après Syriza, il s'agirait de 1.000 milliard d'euros. Une somme astronomique et on n'ose imaginer ce que la Russie ou l'Ukraine pourraient réclamer si cette demande était satisfaite, même partiellement.

Il ne s'agit que de moyens de pression sur l'Eurogroupe. Ce sont les seuls, avec un hypothétique rapprochement avec la Russie et la Chine, que la Grèce peut utiliser.

La Grèce n'est pas le seul pays européen lourdement endetté. Il y a aussi l'Italie ou l'Espagne qui en terme de montants absolus cumulent 3200 milliards d'euro de dettes publiques rien qu'à elles deux.

L'objet de cet article n'est pas d'aller au-delà du cas grec. L'Italie et l'Espagne ont d'autres potentialités et présentent des tissus industriels différents. La structure de leurs dettes est aussi différente et cela nécessite une autre approche du problème.

Si on veut sauver ce qui reste de l'idée européenne telle qu'elle avait été espérée dans les années 90, il faut aider le peuple grec avant qu'il ne soit trop tard. Quand un bateau sombre, on ne commence pas par se demander qui est responsable du naufrage. On commence par sauver les gens et s'il y a lieu de trouver des responsables, cela pourra se faire dans un deuxième temps.

**Pierre Van Grunderbeek**

## Notes

[1] Source : <http://www.oceanews.fr/>

[2] Source : [http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=98&ref\\_id=CMPTEF08323](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPTEF08323)

[3] Le budget de la Défense allemand ne représentait que 1,4 % du PIB en 2013.  
[http://fr.wikipedia.org/wiki/Budget\\_de\\_la\\_D%C3%A9fense#D.C3.A9penses\\_de\\_d.C3.A9fense\\_en\\_2013](http://fr.wikipedia.org/wiki/Budget_de_la_D%C3%A9fense#D.C3.A9penses_de_d.C3.A9fense_en_2013)

[4] Le taux de fécondité était de 1,43 par femme en 2014. [http://www.statistiques-mondiales.com/taux\\_de\\_fecondite.htm](http://www.statistiques-mondiales.com/taux_de_fecondite.htm)

[5] Source : <http://www.michelcollon.info/La-Grece-endetee-au-profit-des.html>

[6] Taux d'endettement de la Grèce en 2013. [https://www.google.be/publicdata/explore?ds=ds22a34krhq5p\\_&met\\_y=gd\\_pc\\_gdp&idim=country:el:de:it&hl=fr&dl=fr#!ctype=l&strail=false&bcs=d&nselm=h&met\\_y=gd\\_pc\\_gdp&scale\\_y=lin&ind\\_y=false&rdim=country\\_group&idim=country:el:de:it&ifdim=country\\_group&tstart=798760800000&tend=1366840800000&hl=fr&dl=fr&ind=false](https://www.google.be/publicdata/explore?ds=ds22a34krhq5p_&met_y=gd_pc_gdp&idim=country:el:de:it&hl=fr&dl=fr#!ctype=l&strail=false&bcs=d&nselm=h&met_y=gd_pc_gdp&scale_y=lin&ind_y=false&rdim=country_group&idim=country:el:de:it&ifdim=country_group&tstart=798760800000&tend=1366840800000&hl=fr&dl=fr&ind=false)

[7] Quoi qu'on pense des agences de notation, il est un fait que les taux d'emprunt dépendent de leurs évaluations.

[8] La ZEE est un espace maritime sur lequel un État côtier exerce des droits souverains.

[9] Akis Tsochatzopoulos a été ministre de la défense de 1996 à 2001. [https://www.google.be/webhp?sourceid=chrome-instant&rlz=1C1GGGE\\_frBE561BE573&ion=1&espv=2&ie=UTF-8#q=Tsochatzopoulos&nfpr=1&start=0](https://www.google.be/webhp?sourceid=chrome-instant&rlz=1C1GGGE_frBE561BE573&ion=1&espv=2&ie=UTF-8#q=Tsochatzopoulos&nfpr=1&start=0)

[10] Yanis Varoufakis est depuis lors devenu le ministre des Finances du gouvernement grec.  
[http://fr.wikipedia.org/wiki/Y%C3%A1nis\\_Varouf%C3%A1kis](http://fr.wikipedia.org/wiki/Y%C3%A1nis_Varouf%C3%A1kis)

[11] Voir l'article : <http://www.independent.co.uk/news/business/analysis-and-features/less-healthcare-but-greece-is-still-buying-guns-6257753.html>

[12] Source : <http://www.ladepeche.fr/article/2014/02/03/1809461-corruption-coute-pres-120-milliards-an-economie-europeenne.html>

[13] Le terme «Grexit» est une contraction de «Greece» (Grèce) et «exit» (sortie) et désigne une sortie de la Grèce de la zone euro.

[14] Les monnaies locales sont des réponses citoyennes à la crise des monnaies.  
[http://www.lemonde.fr/argent/article/2013/11/14/face-a-la-crise-les-monnaies-locales-se-developpent\\_3513406\\_1657007.html](http://www.lemonde.fr/argent/article/2013/11/14/face-a-la-crise-les-monnaies-locales-se-developpent_3513406_1657007.html)

Copyright © 2015 Global Research